

MISE EN ŒUVRE DE L'ÉTIQUETAGE NUTRITIONNEL DES DENRÉES ALIMENTAIRES

Les réserves des consommateurs

Le gouvernement est décidé à s'attaquer aux problèmes d'étiquetage sur les produits agroalimentaires. Cette volonté est matérialisée par le projet d'arrêté inter-ministériel fixant les modalités applicables en matière d'étiquetage nutritionnel des denrées alimentaires.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - Les dispositions de cet arrêté s'appliquent, indique-t-on, à l'étiquetage nutritionnel de toutes denrées alimentaires destinées à la consommation et aux collectivités. L'étiquetage nutritionnel comprend deux éléments : la déclaration sur l'étiquetage des éléments nutritifs, les renseignements nutritionnels supplémentaires. L'association de défense du consommateur (Apoce), représentée par Mustapha Zebdi, salue l'initiative du ministère du Commerce de l'associer au débat sur ce draft (brouillon), tout en regrettant le retard enregistré en matière d'étiquetage des produits nutritionnels.

L'association, par la voix de son président, contacté hier par téléphone, a émis d'emblée ses réserves essentiellement sur un des articles de ce projet d'arrêté, en l'occurrence l'article 22 qui dispose que l'entrée en vigueur des dispositions du présent arrêté est fixée à 2 années, à compter de la date de sa publication au Journal officiel. Un délai jugé trop long. «Pourquoi attendre deux ans ? Or, nous estimons qu'un délai de 6 mois est largement suffisant pour épuiser l'ensemble des étiquetages anciens», souligne M. Zebdi, ajoutant que la mesure d'information du consommateur ne peut attendre toute cette période (2 ans). Pour lui, le délai de deux années «travaille» les intérêts des producteurs qui redoutent, dit-il, de choquer les consommateurs qui peuvent boycotter leurs produits en apprenant la réalité qui se cache.

Le président de l'Apoce cible particulièrement les producteurs de boissons qui, d'après lui, ont demandé un délai de 5 années pour que les consommateurs ne remarquent pas la différence de goût. «Le délai de 6 mois n'arrange pas les producteurs de boissons», observe Mustapha Zebdi. Or, il s'agit d'un problème de santé publique : nous avons 5 millions de diabétiques et entre 2 à 3 millions d'hypertendus. L'intérêt financier des opérateurs économiques vient en second lieu.»

Comblent le vide juridique en matière d'étiquetage nutritionnel

A noter que le projet d'arrêté implique 4 ministères : le Commerce, l'Industrie, l'Agriculture et la Santé. Initié, néanmoins, par le ministère du Commerce, ce texte a pour objet de fixer les modalités applicables en matière d'étiquetage nutritionnel des denrées alimentaires. «Le droit des consommateurs à l'information sur les produits mis sur le marché est un principe consacré par la loi n°09-03 du 25 février 2009 relative à la protection du consommateur et à la répression des fraudes», rappelle-t-on dans le texte dont nous avons obtenu une copie. En effet, ce projet de texte est lancé en application des dispositions de l'article 14 du décret exécutif n°13-378 du 9 novembre 2013 fixant les conditions et les modalités relatives à l'information du consommateur.

L'objectif de ce nouveau projet de texte, vise à combler le vide



L'étiquetage permet au consommateur de faire son choix.

juridique constaté en matière d'étiquetage nutritionnel et ce, afin de répondre efficacement à son objet à savoir : fournir au consommateur des informations sur une denrée alimentaire afin qu'il puisse faire son choix de manière éclairée ; aussi, offrir la possibilité de faire figurer sur l'étiquetage des informations relatives à la teneur en éléments nutritifs d'un aliment.

Il vise aussi à encourager le respect des bons principes nutritionnels dans la constitution d'ali-

ments bénéfiques à la santé du consommateur et offre la possibilité de faire figurer sur l'étiquetage de l'information nutritionnelle supplémentaire.

Le texte dispose que la mention des éléments nutritifs déclarés sur l'étiquetage doit comporter obligatoirement la valeur énergétique; les quantités de protéines, de glucides assimilables (glucides alimentaires à l'exclusion des fibres alimentaires), de lipides, de graisses saturées, de sodium et des sucres totaux.

Permettre au consommateur de mieux comprendre

Le texte prévoit aussi que l'étiquetage nutritionnel doit faire l'objet d'un examen périodique, de manière à ce que la liste des éléments nutritifs à inclure dans les informations sur la composition du produit reste à jour et corresponde aux connaissances les plus récentes en matière de nutrition. «Les renseignements nutritionnels supplémentaires ont pour but de permettre au consommateur de mieux comprendre quelle est la valeur nutritionnelle de la denrée alimentaire consommée et de l'aider à interpréter la déclaration des éléments nutritifs. La déclaration sur l'étiquette de renseignements nutritionnels de caractère instructif devrait être facultative, ils sont donnés pour compléter et non pas remplacer la déclaration des éléments nutritifs, sauf pour les consommateurs qui ont un taux élevé d'analphabétisme et/ou relativement peu de connaissance en nutrition. Pour ces derniers, on peut employer des symboles, des images ou des couleurs de groupes de denrées alimentaires sauf pour la déclaration des éléments nutritifs», note-t-on.

Y. D.

TAUX DE SUCRE DANS LES BOISSONS

La côte d'alerte

En juin dernier, le ministre du Commerce a admis que le taux de sucre dans la composition des boissons est «très élevé» promettant que bientôt celui-ci sera revu à la baisse. «Le taux de sucre est très élevé dans les boissons. Nous devons respecter les normes internationales en vigueur et c'est pour cette raison qu'une décision dans ce cadre sera prise très prochainement», a souligné M. Belaïb à l'adresse des producteurs de boissons. Le ministre avait réuni les membres de l'Association des producteurs algériens de boissons (Apab) avec comme thème principal le dispositif normatif relatif à la qualité des boissons et la perspective de le réduire. Il faut noter qu'une enquête a été lancée par les services du ministère sur la conformité des boissons gazeuses.

Y. D.

PRIX ALARMANTS DES PRODUITS ALIMENTAIRES

Défaillance de «l'État régulateur»

La situation devient insupportable. Les achats quotidiens auxquels sont soumises les familles algériennes relèvent désormais de la gageure. Les prix des denrées alimentaires ont atteint un pic que rien ne semble prêt à faire chuter en l'absence d'une véritable politique de contrôle.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - Les médias braqués depuis de longs mois sur les prix affichés dans les étals ont eu, maintes fois, à contacter les services chargés de superviser et réguler les prix. Les réponses obtenues auprès des concernés sont toujours les mêmes : le travail de contrôle s'effectue régulièrement mais la fraude massive et l'anarchie qui règne dans le domaine reprend toujours le dessus. Résultat, les fruits, les légumes, la volaille et les viandes rouges sont marqués du sceau de l'impossible.

Au point où les ménages les plus touchés par cette crise en arrivent à se suffire parfois de légumes à la pièce pour assurer la pitance quotidienne.

La présence des fruits à table demeure une denrée rare. Seul le raisin (130 DA

minimum) fait son apparition de temps à autres. La pastèque et le melon, particulièrement prisés en cette saison chaude, débordent dans les marchés bien que leurs prix aient connu une baisse relative ces dernières semaines.

La somme prévue quotidiennement pour les achats nécessaires ne permettent plus aux Algériens ce genre d'extras. Que dire des autres fruits de saison. Les pêches et les nectarines atteignent parfois le prix affolant de 359 dinars. Quant au fameux cantaloup, il a carrément disparu des étals.

Un marchand avoue lui-même avoir été dans l'obligation de jeter toute sa marchandise car elle avait pourri durant le mois de Ramadhan et les deux premières semaines du mois de juillet où une flambée incroyable avait touché ce produit. Son frère, marchand lui aussi de son état, avoue avoir été également contraint de jeter des cageots d'abricots pourris.

La faute incombe, selon eux, aux marchés de gros, ses vendeurs qui fixent à leur guise les tarifs des produits. «Ils jettent des quantités de marchandises mais refusent de baisser les prix. Nous achetons tous ces produits à un prix fort. Une fois mis sur le marché, on constate que les gens ne peuvent pas se permettre de les acheter.

D'un autre côté, nous ne pouvons pas nous permettre de brader une marchandise que nous avons achetée à un prix fort. Nous sommes tout aussi perdants et lésés que les consommateurs».

Un coup d'œil chez les poissonniers donne le vertige. Les prix sont carrément frappés du sceau de l'impossible. De la crevette à 2 600 DA, des rougets à 1 200 dinars, même la sardine, fameux repas du pauvre autrefois, avait atteint des prix mirobolants (700 DA) les semaines passées. Un vent de clémence, ou peut-être la pleine saison, a réduit son prix à 350 ou 400 DA ces tout derniers jours. Le poisson est une denrée rare dont les Algériens ont appris à se passer depuis bien longtemps.

Et puis, il y a ce fameux débat autour du prix du poulet. Le prix de ce produit, qui compense depuis longtemps les viandes rouges hors de portée des ménages, s'envole régulièrement atteignant des prix qui privent beaucoup de ménages de présence de tout apport en protéines.

Cet envol a d'abord été mis sur le compte de la conjoncture particulière du Ramadhan, où tous les produits connaissent une flambée, puis on a évoqué l'existence d'une maladie qui a décimé une bonne partie de la volaille avant que l'infor-

mation ne soit démentie par les services concernés.

Alors pourquoi a-t-il atteint les 400 DA le kilo, y compris dans les quartiers populaires ? Qu'est-ce qui fait enfin qu'un pays agricole et producteur comme l'Algérie prive ses enfants d'une nourriture décente et équilibrée à l'instar des autres pays du monde ? Quelle est donc cette raison qui empêche un pays méditerranéen d'approvisionner sa population en poissons, en viandes rouges que beaucoup d'enfants ne voient dans leurs assiettes que les jours de l'Aïd ? Et jusqu'à quand, enfin, les autorités chargées de contrôler et prendre en charge le phénomène laisseront-ils faire ? Appauvri par la crise, l'Algérien d'aujourd'hui vit mal, se nourrit mal. En dépit de sa léthargie, il s'accommode très difficilement d'une situation qu'il met sur le compte d'un laisser-aller volontaire. Pour que les esprits regardent ailleurs...

Les partis d'opposition ont souvent résumé le problème en une image bien singulière : tout a été fait, s'accordent-ils à dire, pour que le citoyen ne se préoccupe que de son tube digestif. Mais lorsque la faim vient à ronger...

A. C.